

# “J’ai pensé à arrêter la politique”

- Joëlle Milquet (CDH) fait son retour sur la scène nationale après avoir été désignée tête de liste fédérale.
- Elle avoue avoir hésité à arrêter la politique ces trois dernières années.
- Elle juge que le changement de président au CDH était nécessaire.

Entretien Antoine Clevers

Le deal est passé. D'accord pour un grand entretien politique dans *La Libre*, mais à condition de ne pas revenir sur ses ennuis judiciaires. Il faut reconnaître que l'ancienne ministre Joëlle Milquet (CDH), désignée tête de liste fédérale à Bruxelles pour les élections du 26 mai, s'est déjà exprimée ces derniers jours sur son inculpation, survenue en avril 2016. “Je suis victime de ce qui relève d'un dysfonctionnement de la justice”, avait-elle clamé le 22 février, accusant de manière à peine voilée le juge d'instruction d'avoir voulu se payer la tête d'un politique. Elle répétait encore son message sur RTL, dimanche dernier, puis sur BX1 lundi. Le cadre est donc posé : on parlera politique. Et ça tombe bien parce que Joëlle Milquet, députée bruxelloise sortante, a des choses à dire.

**Ce retour sur la scène politique nationale, c'est la fin de trois ans de purgatoire pour vous ? On sait que la Région n'est pas votre niveau de pouvoir favori.**

Non, je ne sors d'aucun purgatoire (rires). Je sors d'un retrait volontaire de trois ans de l'agitation politico-médiatique. Quand j'ai quitté mes fonctions exécutives (à la suite de son inculpation, elle était alors ministre de l'Éducation, Ndlr), j'ai d'abord été blessée par l'injustice dont je faisais l'objet. Ensuite, je me suis ressourcée. J'ai derrière moi vingt années intenses de vie politique, aux dépens parfois de ma vie personnelle. J'ai considéré que je devais faire d'un événement une opportunité pour vivre à un rythme normal, passer du temps en famille, prendre du recul. Cela m'a aussi permis de travailler à titre bénévole – et je l'en remercie – avec le président de la Commission européenne Jean-Claude Juncker sur la problématique du droit des victimes.

**C'est cette expérience européenne qui vous avait donné l'envie d'être tête de liste à l'Europe ?**

C'est vrai que, comme j'ai été impliquée au niveau européen ces derniers temps et que je pense que de grands enjeux vont s'y décider, j'avais sollicité une place sur la liste européenne. Mais c'était dans un contexte différent. Benoît Lutgen était encore président du CDH. Entre-temps, Maxime Prévot l'a remplacé fin janvier et Benoît est parfaitement légitime pour aller à l'Europe.

**C'est lui, en effet, qui a été désigné tête de liste européenne. Mais vous auriez pu réclamer la place.**

Je ne voulais pas m'opposer à Benoît. Il est légitime, c'est un bon candidat et il a mon soutien. Et Maxime m'a dit : “Le parti a besoin de toi sur la scène nationale et sur la scène bruxelloise. Tu manques vraiment, on s'en est rendu compte aux communales d'octobre.” Je suis une grande solidaire, j'ai du mal à dire non. Même si j'ai hésité.

**Qu'est ce qui vous a fait hésiter ?**

Autant je suis toujours restée une humaniste convaincue, autant l'évolution de ce monde politique ne me plaît pas complètement. L'actualité médiatico-politique a toujours été agitée, mais elle est exaltée par les réseaux sociaux. Depuis ces cinq ou six ans, on diminue le débat politique au buzz, à la superficialité, il y a une augmentation de l'agressivité et de la malveillance au mépris de la prospective, du respect entre politiques et à l'égard des politiques. Il y a une désertion du fond et de la nuance. Ce rapport aux réseaux sociaux menace nos démocraties. Quand on laisse se déployer les populismes, qui montent des groupes de citoyens les uns contre les autres, c'est dangereux. J'ai aussi des enfants qui ont mal vécu certaines choses. Ils n'étaient pas enthousiastes à l'idée que je retourne au fédéral.

*“Ce n'est pas être nunuche que de vouloir faire de la politique avec empathie et respect.”*

**Face à cela, avez-vous songé à arrêter la politique ?**

Oui, bien sûr, j'ai pensé à arrêter la politique.

**Pourquoi replongez-vous ?**

Ce qui m'est arrivé a été très violent, très injuste. Ça a laissé des blessures et fait dire à mes proches : “Protège-toi et va-t'en.” J'ai eu des offres du privé intéressantes financièrement. Je suis avocate, je me suis réinscrite au barreau. Mais c'est à ce moment-là que je me suis dit que, en fait, je voulais passer mon temps professionnel à défendre des causes collectives. Je reste une femme convaincue et j'ai accepté la proposition de Maxime Prévot, mais à condition de pouvoir faire de la politique avec un grand “P”. Je ne vais pas passer mon temps à critiquer les collègues. Si je suis attaquée, bien évidemment, je répondrai. Si je ne suis pas d'accord, je le dirai. Mais il est possible d'être ferme avec élégance, d'être intelligent avec bienveillance. Ce n'est pas être nunuche que de vouloir faire de la politique avec empathie et respect.

## “L’arrivée de Maxime Prévot est un électrochoc nécessaire pour le CDH”

**Le vendredi 22 février, lors de l’annonce de votre candidature en tant que tête de liste fédérale, vous avez dit avoir accepté cette place parce que c’est Maxime Prévot qui vous l’avait proposée. Si Benoît Lutgen était resté président du parti et que c’est lui qui vous l’avait demandé, vous auriez refusé ?**

Non, je me suis exprimée comme ça parce que c’est Maxime qui est président aujourd’hui. Son arrivée était largement attendue. On avait besoin de cet électrochoc... Même Benoît Lutgen a dit qu’il fallait un électrochoc. Et bien sûr qu’il en fallait un.

**Pourquoi ?**

Je ne vais pas revenir sur le passé. Comme Benoît voulait passer la main, mieux valait le faire avant les élections. Maxime arrive avec ses propres accents, avec son caractère. Vous savez, moi j’ai porté le projet du CDH. J’ai changé le nom du parti (anciennement PSC, NdLR), j’ai fait la Charte de l’humanisme démocratique. Quand je relis le contenu de notre projet de base – qui a, hélas, été un peu occulté – il est d’une modernité rare. Il s’agit de refuser la société de l’individualisme, la société du matérialisme, du court terme. Et promouvoir au contraire le respect et la reliance.

**L’objectif du CDH bruxellois est de conserver ses deux sièges fédéraux et ses huit sièges régionaux. Cela vous paraît-il possible compte tenu des derniers résultats électoraux ?**

Je suis lucide et optimiste. Ça ne sera pas simple, mais, oui, c’est possible. Je n’ai plus géré Bruxelles, hélas, ces dernières années puisque le parti national (avec Benoît Lutgen à sa tête, NdLR) voulait le faire. Quand j’ai quitté la présidence du parti en 2011, il était en ordre de mar-

che tant au niveau des résultats électoraux que des participations gouvernementales. On a ensuite fait d’autres choix. Je ne suis pas amère, mais je n’ai rien à voir avec les résultats à Bruxelles ces derniers temps puisque je n’étais plus à la gestion. Il y a tout un retard à rattraper, une image à corriger, des gens à refédérer. Maintenant, Maxime Prévot arrive. Il y a un nouveau souffle, une vraie dynamique. Et moi, je ne vais pas rester les bras ballants.

**Mais qu’est-ce qui explique les mauvais résultats de votre parti à Bruxelles ?**

Je ne vais pas parler sur le passé. Je pense qu’il y a eu des erreurs stratégiques et, dès lors, quand vous ne gérez pas, eh bien il ne se passe rien. Maintenant, les choses changent. Il y a une magnifique

génération qui arrive. Notre ministre bruxelloise, Céline Fremault, a fait un excellent travail. Il y a eu un petit passage à vide. On oublie et on reconstruit.

**Vous semblez jeter un regard sévère sur la présidence de Benoît Lutgen, mais vous ne l’exprimez pas clairement.**

Écoutez, moi, je suis une femme qui se projette dans l’avenir. J’ai envie de faire réussir le projet universaliste auquel je crois, m’investir dans un demain plus humain, dans le respect d’une civilisation non matérialiste, non égoïste, qui s’occupe du développement du Sud, qui ne crée pas une Europe forteresse, qui s’indigne des morts en Méditerranée... Si on n’y prend pas garde, on sera dans une société de l’indifférence, des inégalités, avec une résurgence de discours que l’on entendait avant 1939. Les droits de l’homme ne sont jamais acquis. On a besoin d’humanistes debout.

**Maxime Prévot n’a pas écarté la possibilité de gouverner avec la N-VA. Et vous ?**

Il a surtout dit qu’elle

n’était pas incontournable. Ce qui est le cas.

Le seul parti qui avait dit non à la N-VA avant les élections de 2014 et qui a eu le courage de refuser de monter dans le gouvernement alors qu’il était sollicité, c’est le CDH. Benoît Lutgen a été cohérent. Notre fermeté, on l’a montrée. Cela dit, je pense que, à un moment, il était inévitable de devoir montrer ce dont la N-VA était capable dans un gouvernement fédéral. Eh bien, on a vu. Les Flamands ont vu.

**Qu’est-ce qu’ils ont vu ?**

En sécurité, par exemple, à part un grand show, il n’y a pas eu grand-chose, pas plus de policiers, mais des attentats et des erreurs manifestes qui auraient fait tomber tous les gouvernements antérieurs si ça n’avait pas été la N-VA... Ne parlons pas de l’immigration, qui a été une catastrophe.

**Cela change la donne en Flandre, selon vous ? La N-VA a souvent été jugée politiquement incontournable au nord du pays. Je pense que, maintenant, il y a beaucoup plus d’indépendance en Flandre vis-à-vis de la N-VA pour faire quelque chose de reliant et d’ambitieux avec d’autres partis francophones. On ne doit plus jamais se permettre de n’avoir qu’un seul parti francophone dans le gouvernement fédéral. La N-VA n’avait même plus besoin de demander la scission du pays, elle le gérait toute seule... Avec nous dans le gouvernement, on aurait pu défendre les francophones avec plus de conviction que le MR.**

**“Il était inévitable de devoir montrer ce dont la N-VA était capable dans un gouvernement. Eh bien, on a vu.”**